

**Nations unies - Vote de la résolution
renouvelant le régime de sanctions
sur le Yémen - Explication de vote
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 26 février 2018)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption de la résolution 2402 renouvelant le régime de sanctions sur le Yémen. Je tiens à remercier la plume britannique pour ses efforts et son engagement afin de tenter de trouver un consensus pour renouveler le régime de sanction. Nous regrettons que le consensus n'ait pas été possible sur le premier texte proposé.

Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises à l'ensemble de nos partenaires du Conseil, la priorité pour la France était de renouveler le régime de sanctions. C'est pour cette raison que nous avons voté en faveur d'un renouvellement technique de la résolution 2140. Il était essentiel que le régime de sanction soit maintenu et que le panel d'experts soit renouvelé pour qu'il puisse poursuivre son travail dans l'année à venir.

Monsieur le Président,

Nous avons déjà fait part de notre préoccupation devant les conclusions du rapport du Groupe d'experts sur le Yémen, qui a déclaré que l'Iran était en non-conformité avec l'embargo sur les armes imposé par la résolution 2216 (2015). Nous avons également fait part de notre vive préoccupation face aux tirs de missile balistique houthis sur l'Arabie saoudite et la mer rouge, que nous avons condamnés à plusieurs reprises.

Monsieur le Président,

Je veux être très clair sur ce point : nous condamnons fermement tout manquement par l'Iran aux obligations internationales de la résolution 2216, qui impose de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects de missiles et leurs composants, ainsi que de drones, au bénéfice des individus et entités sous sanctions onusiennes, en particulier les Houthis. La France continuera d'être mobilisée sur la question des transferts de technologies et biens balistiques dans la région dans les mois à venir.

Comme le montre aussi le rapport du groupe d'experts, la situation humanitaire continue de se dégrader de manière très inquiétante. Nous sommes très préoccupés par ce que rapporte le

panel sur les violations massives du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'Homme.

On sait que les combats et les frappes qui se poursuivent ont entraîné la mort de nombreux civils et fait de nombreux blessés. Le Yémen se trouve dans un contexte d'extrême urgence humanitaire, avec une grave situation d'insécurité alimentaire, des biens de première nécessité qui manquent cruellement et un secteur sanitaire sévèrement touché. Le plan humanitaire de la coalition est une première étape positive, qui doit être saluée et doit être mis en place en pleine coordination avec les Nations unies et les ONG.

Notre priorité doit rester de répondre à cette crise, parmi les plus graves du monde, en assurant un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave aux populations affectées dans l'ensemble des gouvernorats du Yémen.

Enfin, Monsieur le Président, nous devons, en parallèle de notre engagement sur le volet humanitaire, rester mobilisés pour lancer une nouvelle dynamique politique indispensable. La nomination du nouvel envoyé spécial du SGNU, Martin Griffiths, donne l'opportunité à toutes les parties de se réengager sérieusement sans préconditions dans les négociations.

Nous devons par ailleurs continuer à faire passer le message aux acteurs régionaux de la nécessité d'un rôle responsable et constructif au Yémen. Notre objectif à tous doit rester de parvenir à une cessation durable des hostilités et d'encourager, en soutien à la médiation des Nations unies, les parties à renouer le dialogue en vue d'un accord politique global et inclusif, dans le respect de l'intégrité territoriale du pays. L'unité de notre Conseil sur ce point est cruciale et nous avons chacun et collectivement un rôle important à jouer dans ce but.

Je vous remercie./.